

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

F. 95 — 1311

MINISTERE DES FINANCES

7 AVRIL 1995. — Loi modifiant les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935 et modifiant l'arrêté royal n° 62 du 10 novembre 1967 favorisant la circulation de valeurs mobilières (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Modifications aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales

Article 1^{er}. Dans l'article 30, alinéa 1^{er}, 10°, des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 10 novembre 1935, modifié par la loi du 5 décembre 1984, les mots « nominative ou au porteur » sont remplacés par les mots « nominative, au porteur ou dématérialisée ».

Art. 2. L'article 41, § 1^{er}, des mêmes lois coordonnées, modifié par les lois du 7 juin 1949, du 10 novembre 1953 et du 18 juillet 1991, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 41. § 1^{er}. Le capital des sociétés anonymes se divise en actions, avec ou sans mention de valeur. Indépendamment des actions représentatives du capital social, il peut être créé des titres ou des parts bénéficiaires. Les statuts déterminent les droits qui y sont attachés.

L'action revêt la forme au porteur, la forme nominative ou la forme dématérialisée.

Les actions au porteur peuvent être divisées en coupures qui, réunies en nombre suffisant, confèrent les mêmes droits que l'action unitaire, sans réserve de ce qui est dit à l'article 71.

La société peut créer, soit de sa propre initiative au moment de l'émission, soit ultérieurement, par voie de conversion d'actions au porteur existantes à la demande et aux frais du porteur, un ou plusieurs titres collectifs au porteur représentatifs d'actions au porteur dont les numéros se suivent.

Tous les autres échanges ou regroupements d'actions ont lieu aux conditions et selon les modalités fixées par les statuts, sans préjudice de l'article 46, alinéa 3.

Les actions au porteur et les coupures ou titres collectifs représentatifs d'actions au porteur, portent un numéro d'ordre. »

Art. 3. A l'article 41 des mêmes lois coordonnées, modifié par les lois du 7 juin 1949, du 10 novembre 1953 et du 18 juillet 1991, il est ajouté un § 1^{er} bis, libellé comme suit :

« § 1^{er} bis. L'action dématérialisée est représentée par une inscription en compte au nom de son propriétaire ou de son détenteur auprès d'un établissement agréé chargé de tenir les comptes, ci-après dénommé teneur de comptes agréé.

L'action inscrite en compte se transmet par virement de compte à compte.

L'article 43, alinéa 4, est applicable aux comptes-titres ouverts au nom d'une pluralité de personnes.

(1) Séance ordinaire 1994-1995.

Sénat.

Documents parlementaires. — N° 1321; n° 1 : Projet de loi; n° 2 : Rapport; n° 3 : Amendement.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 14 et 16 mars 1995.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — N° 1760; n° 1 : Projet transmis par le Sénat; n° 2 : Rapport fait au nom de la Commission des Finances.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 3 avril 1995.

N. 95 — 1311

MINISTERIE VAN FINANCIEN

7 APRIL 1995. — Wet tot wijziging van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935 en tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 62 van 10 november 1967 ter bevordering van de omloop van de effecten (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen aan de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen

Artikel 1. In artikel 30, eerste lid, 10°, van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 10 november 1935, gewijzigd door de wet van 5 december 1984, worden de woorden « op naam dan wel aan toonder luiden » vervangen door de woorden « op naam of aan toonder luiden dan wel gedematerialiseerd zijn ».

Art. 2. Artikel 41, § 1, van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd door de wetten van 7 juni 1949, van 10 november 1953 en van 18 juli 1991, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 41. § 1. Het kapitaal van de naamloze vennootschappen is verdeeld in aandelen, met of zonder vermelding van waarde. Naast de aandelen die het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen, kunnen winstbewijzen of soortgelijke effecten worden uitgegeven. De statuten bepalen de eraan verbonden rechten.

Het aandeel is aan toonder, op naam of gedematerialiseerd.

De aandelen aan toonder kunnen worden gesplitst in onderaandelen die, in voldoende aantal verenigd, dezelfde rechten geven als het enkelvoudig aandeel, behoudens het bepaalde in artikel 71.

De vennootschap mag één of meer verzameleffecten aan toonder, die aandelen aan toonder met achtereenvolgende nummers vertegenwoordigen, creëren, hetzij op eigen initiatief op het ogenblik van de uitgifte, hetzij later, op verzoek en op kosten van de houder bij wege van omruiling van bestaande aandelen aan toonder.

Elke andere ruil of hergroepering van aandelen geschiedt tegen de voorwaarden en op de wijze vastgesteld door de statuten, onverminderd artikel 46, derde lid.

De aandelen aan toonder en de onderaandelen of verzameleffecten die aandelen aan toonder vertegenwoordigen, zijn van een volgnummer voorzien. »

Art. 3. Aan artikel 41 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd door de wetten van 7 juni 1949, van 10 november 1953 en van 18 juli 1991, wordt een § 1^{er} bis toegevoegd, luidende :

« § 1^{er} bis. Het gedematerialiseerd aandeel wordt vertegenwoordigd door een boeking op rekening, op naam van de eigenaar of de houder, bij een erkende instelling die rekeningen bijhoudt, hierna erkende rekeninghouder genoemd.

Het op rekening geboekte aandeel wordt overgedragen door overschrijving van rekening op rekening.

Artikel 43, vierde lid, is van toepassing op effectenrekeningen op naam van meerdere personen.

(1) Gewone zitting 1994-1995.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Nr. 1321; nr. 1 : Wetsontwerp; nr. 2 : Verslag; nr. 3 : Amendement.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 14 en 16 maart 1995.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Nr. 1760; nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat; nr. 2 : Verslag namens de Commissie voor de Financien.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 3 april 1995.

Le Roi désigne par catégorie de valeurs mobilières l'organisme chargé d'assurer la liquidation des transactions sur valeurs mobilières dématérialisées, ci-après dénommé l'organisme de liquidation. Il agréé les teneurs de comptes de manière individuelle ou de manière générale par catégorie d'établissements, en fonction de leur activité.

Le nombre des actions dématérialisées en circulation à tout moment est inscrit, par catégorie d'actions, dans le registre des actions nominatives au nom de l'organisme de liquidation. »

Art. 4. A l'article 42, troisième tiret, des mêmes lois coordonnées, les mots « dématérialisés » sont insérés après les mots « en titres au porteur ».

Art. 5. L'article 50 des mêmes lois coordonnées, remplacé par la loi du 30 juin 1961, est complété par l'alinéa ci-après :

« S'ils sont émis sous la forme dématérialisée, l'article 41, § 1er bis est applicable. »

Art. 6. A l'article 74, § 1er, alinéa 2, des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 18 juillet 1991, les mots « soit au dépôt d'une attestation, établie par le teneur de comptes agréé ou l'organisme de liquidation constatant l'indisponibilité, jusqu'à la date de l'assemblée générale, des actions dématérialisées » sont insérés entre les mots « soit au dépôt des actions au porteur » et « aux lieux indiqués ».

Art. 7. L'article 88 des mêmes lois coordonnées, abrogé par la loi du 9 mars 1989, est réintroduit dans la rédaction suivante :

« Article 88. L'obligation revêt la forme au porteur, la forme nominative ou la forme dématérialisée. L'obligation dématérialisée est représentée par une inscription en compte au nom de son propriétaire ou de son détenteur auprès d'un teneur de comptes agréé par le Roi.

Les articles 41, § 1er, alinéas 3 à 6 et 41, § 1er bis, alinéas 2 à 5, sont d'application. »

Art. 8. L'article 100 des mêmes lois coordonnées est complété par un alinéa 3, rédigé comme suit :

« Les obligations remboursables par voie de tirage au sort ne peuvent revêtir la forme dématérialisée au sens de l'article 88. »

Art. 9. A l'article 101bis, inséré par la loi du 23 juillet 1962, modifié par la loi du 18 juillet 1991, sont apportées les modifications suivantes :

1° un alinéa 2 est rétabli dans la rédaction suivante :

« Ceux-ci revêtent la forme au porteur, la forme nominative ou la forme dématérialisée. Les droits de souscription dématérialisés sont représentés par une inscription en compte au nom de leur propriétaire ou de leur détenteur auprès d'un teneur de comptes agréé par le Roi. »

2° il est inséré un alinéa 3, rédigé comme suit :

« Les articles 41, § 1er, alinéas 3 à 6, et 41, § 1er bis, alinéas 2 à 5, sont d'application. »

Art. 10. Dans la section IV des mêmes lois coordonnées, il est inséré un « § 3bis. Des valeurs mobilières dématérialisées émises par les sociétés anonymes », comportant les articles 52octies/1 à 52octies/7, rédigés comme suit :

« Article 52octies/1. Les teneurs de comptes agréés doivent maintenir les valeurs dématérialisées qu'ils détiennent pour le compte de tiers et pour leur compte propre sur des comptes distincts ouverts auprès de l'organisme de liquidation ou auprès d'un seul établissement qui agit pour eux comme intermédiaire à l'égard de cet organisme.

Toutefois, les valeurs mobilières dématérialisées visées au présent article qu'un teneur de comptes agréé donne en gage à un autre teneur de comptes agréé peuvent être maintenues sur un compte spécial de gage auprès de ce dernier.

Le Roi peut, par dérogation aux dispositions de l'alinéa 1er, arrêter des règles spécifiques relatives au maintien en compte, par un établissement qui gère un système de liquidation de valeurs mobilières, de valeurs mobilières dématérialisées visées au présent article, auprès d'un autre établissement semblable, afin de faciliter le transfert des dites valeurs entre ces systèmes de liquidation de valeurs mobilières.

Article 52octies/2. § 1er. Pour la constitution d'un gage civil ou commercial sur les valeurs mobilières dématérialisées visées à l'article 52octies/1, la mise en possession se réalise valablement par l'inscription de ces valeurs à un compte spécial ouvert chez un teneur

De Koning wijst per categorie effecten de instelling aan die belast wordt met de vereffening van transacties met gedematerialiseerde effecten, hierna de vereffeninginstelling te noemen. Hij erkent de rekeninghouders, op individuele wijze of op algemene wijze per categorie van instellingen, naar gelang van hun bedrijvigheid.

Het aantal van de op elk ogenblik in omloop zijnde gedematerialiseerde aandelen, wordt, per categorie van aandelen, in het register van de aandelen op naam, ingeschreven op naam van de vereffeninginstelling. »

Art. 4. In artikel 42, derde gedachtenstreep, van dezelfde gecoördineerde wetten, worden de woorden « of gedematerialiseerde effecten » ingevoegd na de woorden « in effecten aan toonder ».

Art. 5. Artikel 50 van dezelfde gecoördineerde wetten, vervangen door de wet van 30 juni 1961, wordt aangevuld door het hierna volgende lid :

« Indien zij in de gedematerialiseerde vorm zijn uitgegeven, is artikel 41, § 1bis, van toepassing. »

Art. 6. In artikel 74, § 1, tweede lid, van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd door de wet van 18 juli 1991, worden de woorden « hetzij op grond van de neerlegging van een door de erkende rekeninghouder of door de vereffeninginstelling opgesteld attest waarbij de onbeschikbaarheid van de gedematerialiseerde aandelen tot op de datum van de algemene vergadering wordt vastgesteld » ingevoegd tussen de woorden « hetzij op grond van de neerlegging van de aandelen aan toonder » en « op de plaatsen aangegeven ».

Art. 7. Artikel 88 van dezelfde gecoördineerde wetten, opgeheven door de wet van 9 maart 1989, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Artikel 88. De obligatie is aan toonder, op naam of gedematerialiseerd. De gedematerialiseerde obligatie wordt vertegenwoordigd door een boeking op rekening, op naam van de eigenaar of de bezitter, bij een door de Koning erkende rekeninghouder.

De artikelen 41, § 1, derde tot zesde lid, en 41, § 1bis, tweede tot vijfde lid, zijn van toepassing. »

Art. 8. Artikel 100 van dezelfde gecoördineerde wetten, wordt aangevuld met een derde lid, luidende :

« Obligaties die bij uitloting terugbetaalbaar zijn, mogen niet de gedematerialiseerde vorm, in de zin van artikel 88, aannemen. »

Art. 9. In artikel 101bis, ingevoegd bij de wet van 23 juli 1962 en gewijzigd bij de wet van 18 juli 1991, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° een tweede lid wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Deze zijn aan toonder, op naam of gedematerialiseerd. De gedematerialiseerde warrants worden vertegenwoordigd door een boeking op rekening, op naam van de eigenaar of bezitter, bij een door de Koning erkende rekeninghouder. »

2° er wordt een derde lid ingevoegd, luidende :

« De artikelen 41, § 1, derde tot zesde lid, en 41, § 1bis, tweede tot vijfde lid, zijn van toepassing. »

Art. 10. In afdeling IV van dezelfde gecoördineerde wetten, wordt een « § 3bis. Bepalingen betreffende de door naamloze vennootschappen uitgegeven gedematerialiseerde effecten », ingevoegd, die de artikelen 52octies/1 tot 52octies/7 omvat, welke luiden als volgt :

« Artikel 52octies/1. De erkende rekeninghouders moeten de gedematerialiseerde effecten die zij houden voor rekening van derden en voor eigen rekening, bijhouden op afzonderlijke rekeningen geopend bij de vereffeninginstelling of bij de enige instelling die voor hen als tussenpersoon ten opzichte van de instelling optreedt.

De in dit artikel bedoelde gedematerialiseerde effecten die een erkende rekeninghouder in pand geeft aan een andere erkende rekeninghouder, mogen nochtans op een bijzondere pandrekening bij deze laatste aangehouden worden.

In afwijking van de bepalingen van het eerste lid, kan de Koning bijzondere regels uitvaardigen betreffende het aanhouden op rekening van in dit artikel bedoelde gedematerialiseerde effecten, door een instelling die een vereffeningstelsel van effecten beheert, bij een andere gelijkaardige instelling, teneinde de overdracht van de genoemde effecten tussen deze vereffeningstelsels van effecten te vergemakkelijken.

Artikel 52octies/2. § 1. Voor de vestiging van een burgerlijk pand of een handelspand op de gedematerialiseerde effecten bedoeld in artikel 52octies/1, geschiedt de inbezitstelling op geldige wijze door de inboeking van deze effecten op een bijzondere rekening geopend bij een

de comptes au nom d'une personne à convenir. Les valeurs données en gage sont identifiées par nature sans spécification de numéro. Le gage ainsi constitué est valable et opposable aux tiers sans autre formalité.

§ 2. Sans préjudice d'autres modes de réalisation prévus par la loi, le créancier gagiste est, en cas de défaut de paiement, en droit de réaliser le gage constitué sur des valeurs mobilières visées à l'article 52octies/1 qui sont soit admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs mobilières ou négociées sur un marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public, soit constituées de titres de créances transférables, liquides et d'une valeur susceptible d'être déterminée avec précision à tout moment ou au moins deux fois par mois, en Belgique ou à l'étranger, en les réalisant dans les plus brefs délais possibles compte tenu du volume des transactions, après mise en demeure envoyée par écrit au débiteur ou au tiers constituant du gage. Le produit de la réalisation de ces valeurs mobilières est imputé sur la créance en principal, intérêts et frais, du créancier gagiste. Le solde éventuel revient au débiteur gagiste.

Article 52octies/3. Sous réserve des exceptions prévues au présent article ainsi qu'à l'article 52octies/6, les propriétaires de valeurs mobilières dématérialisées visées à l'article 52octies/1 ne sont admis à faire valoir leurs droits réels, de nature incorporelle, qu'à l'égard du teneur de comptes agréé auprès duquel ces valeurs mobilières sont inscrites en compte.

En cas de faillite du teneur de comptes agréé ou de toute autre situation de concours, la revendication du nombre des valeurs mobilières dématérialisées visées à l'article 52octies/1 dont le teneur de comptes agréé est redevable, s'exerce collectivement sur l'universalité des valeurs mobilières dématérialisées de la même catégorie, inscrites au nom du teneur de comptes agréé auprès d'autres teneurs de comptes agréés ou auprès de l'organisme de liquidation.

Si dans le cas visé à l'alinéa précédent, cette universalité est insuffisante pour assurer la restitution intégrale des valeurs mobilières dues inscrites en compte, elle sera répartie entre les propriétaires en proportion de leurs droits.

Si le teneur de comptes agréé est lui-même propriétaire d'un nombre de valeurs mobilières dématérialisées de la même catégorie, il ne lui est attribué, lors de l'application de l'alinéa précédent, que le nombre des titres qui subsiste après que le nombre total des titres de la même catégorie détenus par lui pour compte de tiers aura pu être restitué.

Lorsqu'un intermédiaire a fait inscrire pour le compte d'autrui des valeurs mobilières dématérialisées visées à l'article 52octies/1 à son nom ou à celui d'une tierce personne, le propriétaire pour le compte duquel cette inscription a été prise peut exercer son action en revendication auprès du teneur de comptes agréé sur l'avoir inscrit au nom de cet intermédiaire ou de cette tierce personne. Cette revendication s'exerce suivant les règles définies aux alinéas précédents.

La restitution des valeurs mobilières dématérialisées visées à l'article 52octies/1 s'opère par virement sur un compte-titres auprès d'un autre teneur de comptes agréé, désigné par la personne qui exerce son droit de revendication.

Article 52octies/4. La saisie-arrêt n'est pas autorisée sur les comptes de valeurs mobilières dématérialisées ouverts au nom d'un teneur de comptes agréé auprès de l'organisme de liquidation.

Sans préjudice de l'application de l'article 52octies/3, en cas de faillite du propriétaire des valeurs mobilières ou dans toute autre situation de concours, les créanciers du propriétaire des valeurs mobilières peuvent faire valoir leurs droits sur le solde disponible des valeurs mobilières inscrites en compte au nom et pour compte de leur débiteur, après déduction ou addition des titres qui, en vertu d'engagements conditionnels, d'engagements dont le montant est incertain ou d'engagements à terme, sont entrés, le cas échéant, dans une partie distincte de ce compte-titres, au jour de la faillite ou du concours, et dont l'inclusion dans le solde disponible est différée jusqu'à la réalisation de la condition, la détermination du montant ou l'échéance du terme.

Article 52octies/5. Le paiement des dividendes, des intérêts et des capitaux échus des valeurs mobilières dématérialisées à l'organisme de liquidation est libératoire pour l'émetteur.

L'organisme de liquidation rétrocède ces dividendes, intérêts et capitaux aux teneurs de comptes agréés en fonction des montants de valeurs mobilières dématérialisées à leur nom à l'échéance. Ces paiements sont libératoires pour l'organisme de liquidation.

instelling die rekeningen bijhoudt op naam van een overeen te komen persoon. De in pand gegeven effecten worden geïdentificeerd volgens hun aard, zonder opgave van nummer. Het aldus gevestigde pand is rechtsgeldig en kan aan derden worden toegeworpen zonder andere formaliteit.

§ 2. Onverminderd andere door de wet bepaalde middelen van tegeldemaking, is de pandhoudende schuldeiser, bij gebreke van betaling, gerechtigd om het pand, gevestigd op de in artikel 52octies/1 bedoelde effecten die, hetzij toegelaten zijn tot de officiële notering op een effectenbeurs of die verhandeld worden op een gereguleerde, regelmatig werkende, erkende en open markt, hetzij bestaan uit titels van overdraagbare en liquide schuldvorderingen waarvan de waarde op ieder ogenblik of ten minste tweemaal per maand nauwkeurig kan worden bepaald, in België of in het buitenland, tegelde te maken binnen de rekening houdend met het volume van de transacties, kortst mogelijke termijnen, na de schuldenaar of de derde pandgever schriftelijk in gebreke te hebben gesteld. De opbrengst van de tegeldemaking van deze effecten wordt verrekend met de schuldvordering in hoofdsom, interesten en kosten, van de pandhoudende schuldeiser. Het eventuele saldo komt de pandgevende schuldenaar toe.

Artikel 52octies/3. Onder voorbehoud van de in dit artikel en in artikel 52octies/6 bepaalde uitzonderingen, kunnen de eigenaars van in artikel 52octies/1 bedoelde gedematerialiseerde effecten hun onlichamelijke zakelijke rechten alleen laten gelden jegens de erkende rekeninghouder bij wie deze effecten op rekening zijn geboekt.

In geval van faillissement van de erkende rekeninghouder of in alle andere gevallen van samenloop, geschiedt de terugvordering van het aantal van de in artikel 52octies/1 bedoelde gedematerialiseerde effecten, dat door de erkende rekeninghouder verschuldigd is, op collectieve wijze op de algemeenheid van de gedematerialiseerde effecten van dezelfde categorie, die op naam van de erkende rekeninghouder zijn ingeschreven bij andere erkende rekeninghouders of bij de vereffeningsinstelling.

Indien in het geval bedoeld in het vorig lid, deze algemeenheid onvoldoende is om de volledige terugbetaling te verzekeren van de op rekening geboekte verschuldigde effecten, wordt zij verdeeld onder de eigenaars in verhouding tot hun rechten.

Indien de erkende rekeninghouder zelf eigenaar is van een aantal gedematerialiseerde effecten van dezelfde categorie, wordt hem, bij de toepassing van het vorig lid, slechts het aantal effecten toegekend dat overblijft nadat het volledige aantal van de door hem voor rekening van derden gehouden effecten van dezelfde categorie, is terugbetaald.

Wanneer een tussenpersoon voor andermans rekening in artikel 52octies/1 bedoelde gedematerialiseerde effecten heeft laten inschrijven op zijn naam of op naam van een derde persoon, mag de eigenaar voor rekening waarvan deze inschrijving is genomen, van de erkende rekeninghouder teruggave vorderen van het tegede dat op naam van deze tussenpersoon of derde persoon is ingeschreven. Deze terugvordering wordt uitgeoefend volgens de in de vorige leden omschreven regels.

De teruggave van de in artikel 52octies/1 bedoelde gedematerialiseerde effecten geschiedt door overschrijving op een effectenrekening, bij een andere erkende rekeninghouder, aangewezen door de persoon die het terugvorderingsrecht uitoefent.

Artikel 52octies/4. Derdenbeslag is niet toegelaten op de rekeningen van gedematerialiseerde effecten geopend op naam van een erkende rekeninghouder bij de vereffeningsinstelling.

Onverminderd de toepassing van artikel 52octies/3 mogen de schuldeisers van de eigenaar van de effecten, in geval van faillissement van de eigenaar of in alle andere gevallen van samenloop, hun rechten laten gelden op het beschikbaar saldo van de effecten dat op naam en voor rekening van hun schuldenaar is ingeschreven, na aftrek of optelling van de effecten die, ingevolge voorwaardelijke verbintenissen, verbintenissen waarvan het bedrag onzeker is of verbintenissen op termijn, in voorkomend geval, op de dag van het faillissement of het ontstaan van de samenloop, geboekt waren op een afzonderlijk deel van de effectenrekening, en waarvan de samenvoeging met het beschikbaar saldo uitgesteld is tot aan de vervulling van de voorwaarde, de vaststelling van het bedrag of het vervallen van de termijn.

Artikel 52octies/5. De betaling van vervallen dividend, interesten en kapitalen van gedematerialiseerde effecten, aan de vereffeningsinstelling, is bevrijdend voor de uitgever.

De vereffeningsinstelling stort deze dividend, interesten en kapitalen door aan de erkende rekeninghouders, overeenkomstig de bedragen aan gedematerialiseerde effecten die op de vervaldag geboekt staan op hun naam. Deze betalingen zijn bevrijdend voor de vereffeningsinstelling.

Article 52octies/6. Tous les droits associatifs du propriétaire de valeurs mobilières dématérialisées s'exercent moyennant la production d'une attestation établie par le teneur de comptes agréé ou l'organisme de liquidation, certifiant le nombre de valeurs mobilières dématérialisées inscrites au nom du propriétaire ou de son intermédiaire à la date requise pour l'exercice de ces droits.

Article 52octies/7. Afin de pourvoir à l'exécution des articles 52octies/1 à 52octies/6, le Roi peut fixer les conditions de la tenue des comptes par les teneurs de comptes agréés, le mode de fonctionnement des comptes, la nature des certificats qui doivent être délivrés aux titulaires des comptes et les modalités de paiement par les teneurs de comptes agréés et l'organisme de liquidation des dividendes, intérêts et capitaux échus. »

CHAPITRE II. — Modifications à l'arrêté royal n° 62 du 10 novembre 1967 favorisant la circulation de valeurs mobilières

Art. 11. L'article 1er de l'arrêté royal n° 62 du 10 novembre 1967 favorisant la circulation des valeurs mobilières, est modifié comme suit :

1° dans le § 1er, il est inséré un alinéa 4, rédigé comme suit :

« Pour l'application du présent arrêté, on entend par valeurs mobilières, tous les droits et titres définis à l'article 1er, § 1er, de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers qui sont susceptibles de circuler sur une base fongible, qu'ils soient matérialisés ou dématérialisés, au porteur, à ordre ou nominatifs, et quelle que soit la forme sous laquelle ils ont été émis selon le droit qui les régit. Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent toutefois pas aux valeurs mobilières dématérialisées visées par les lois sur les sociétés commerciales coordonnées le 30 novembre 1935, par la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire ou par la loi du 22 juillet 1991 relative aux billets de trésorerie et aux certificats de dépôt. »

2° il est ajouté un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Le Roi détermine les mesures d'exécution qu'appelle le présent arrêté. Il fixe notamment les conditions de la tenue des comptes par les affiliés, le mode de fonctionnement des comptes, la nature des pièces justificatives qui doivent être délivrées aux titulaires des comptes et les modalités de paiement par les affiliés et l'organisme interprofessionnel des dividendes, intérêts et capitaux échus. »

Art. 12. L'article 2 du même arrêté royal est complété par les alinéas suivants :

« Les affiliés doivent maintenir les valeurs mobilières qu'ils détiennent pour le compte de tiers et pour leur compte propre qui sont redéposées auprès de l'organisme interprofessionnel sur des comptes distincts ouverts auprès de cet organisme.

Toutefois, les valeurs mobilières qu'un affilié donne en gage à un autre affilié peuvent être maintenues sur un compte spécial de gage auprès de ce dernier, conformément à l'article 5 du présent arrêté.

Le Roi peut, par dérogation aux dispositions de l'alinéa 2 du présent article, arrêter des règles spécifiques relatives au maintien en compte, par un établissement affilié qui gère un système de liquidation de valeurs mobilières, de valeurs mobilières auprès d'un autre établissement semblable, afin de faciliter le transfert desdites valeurs entre ces systèmes de liquidation de valeurs mobilières. »

Art. 13. L'article 5 du même arrêté royal, modifié par la loi du 6 août 1993, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 5. § 1er. Pour la constitution d'un gage civil ou commercial sur valeurs mobilières fongibles, la mise en possession se réalise valablement par l'inscription de ces valeurs mobilières à un compte spécial ouvert chez un affilié au nom d'une personne à convenir. Les valeurs mobilières données en gage sont identifiées par nature sans spécification de numéro. Le gage ainsi constitué est valable et opposable aux tiers sans autre formalité.

§ 2. Sans préjudice d'autres modes de réalisation prévus par la loi, le créancier gagiste est, en cas de défaut de paiement, en droit de réaliser le gage constitué sur des valeurs mobilières soumises au présent arrêté qui sont soit admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs mobilières ou négociées sur un marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public, soit constituées de titres de

Article 52octies/6. Alle associatieve rechten van de eigenaars van gedematerialiseerde effecten worden uitgeoefend na voorlegging van een attest dat door de erkende rekeninghouder of door de vereffening-instelling wordt opgesteld, dat het aantal gedematerialiseerde effecten bevestigd dat op naam van de eigenaar of van de tussenpersoon is ingeschreven op de datum vereist voor de uitoefening van deze rechten.

Artikel 52octies/7. Met het oog op de uitvoering van de artikelen 52octies/1 tot 52octies/6, kan de Koning de voorwaarden bepalen voor het houden van de rekeningen door de erkende rekeninghouders, de werkingswijze van de rekeningen, de aard van de certificaten die aan de houders van de rekeningen afgegeven moeten worden en de wijze van betaling van vervallen dividend, interesten en kapitalen door de erkende rekeninghouders en de vereffening-instelling. »

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit nr. 62 van 10 november 1967 ter bevordering van de omloop van de effecten

Art. 11. Artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 62 van 10 november 1967 ter bevordering van de omloop van de effecten, wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1 wordt een vierde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor de toepassing van dit besluit, wordt onder effecten verstaan, de effecten omschreven in artikel 1, § 1, van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, welke op vervangbare basis kunnen circuleren, ongeacht of zij gematerialiseerd of gedematerialiseerd, aan toonder, aan order of op naam zijn en ongeacht de vorm onder dewelke zij werden uitgegeven volgens het recht dat hen beheerst. De bepalingen van dit besluit zijn echter niet van toepassing op de gedematerialiseerde effecten bedoeld in de wetten op de handelsvennootschappen gecoördineerd op 30 november 1935, in de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetair beleidsinstrumentarium of in de wet van 22 juli 1991 betreffende de thesauriebewijzen en de depositobewijzen. »

2° een § 4 wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« § 4. De Koning bepaalt de uitvoeringsmaatregelen nodig voor dit besluit. Hij stelt onder meer de voorwaarden vast voor het houden van de rekeningen door de aangesloten leden, de werkingswijze van de rekeningen, de aard van de bewijsstukken welke aan de houders van de rekeningen afgegeven moeten worden en de wijze van betaling van de vervallen dividend, interesten en kapitalen door de aangesloten leden en het interprofessioneel organisme. »

Art. 12. Artikel 2 van hetzelfde koninklijk besluit wordt aangevuld met de volgende leden :

« De aangesloten leden moeten de effecten die zij houden voor rekening van derden en voor eigen rekening en die geherdeponeerd zijn bij het interprofessioneel organisme, bijhouden op afzonderlijke rekeningen geopend bij dit organisme.

Nochtans kunnen de effecten die door een aangesloten lid in pand worden gegeven bij een ander aangesloten lid op een speciale pandrekening bij deze laatste aangehouden worden, overeenkomstig artikel 5 van dit besluit.

De Koning kan, in afwijking van de bepalingen van lid 2 van dit artikel, bijzondere regels uitvaardigen betreffende het aanhouden op rekening van effecten, door een aangesloten instelling die een vereffeningstelsel van effecten beheert, bij een andere gelijkaardige instelling, teneinde de overdracht van de genoemde effecten tussen deze vereffeningstelsels van effecten te vergemakkelijken. »

Art. 13. Artikel 5 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd door de wet van 6 augustus 1993, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 5. § 1. Voor het vestigen van een burgerlijk of handelspand van vervangbare effecten, geschiedt de inbezitstelling op geldige wijze door de inboeking van deze effecten op een speciale rekening geopend bij een aangesloten lid op naam van een overeengekomen persoon. De in pand gegeven effecten worden geïdentificeerd volgens hun aard zonder opgave van nummer. Het aldus gevestigde pand is rechtsgeldig en kan aan derden worden tegengeworpen zonder andere formaliteit.

§ 2. Onverminderd andere door de wet bepaalde middelen van tegedemaking, is de pandhoudende schuldeiser, bij gebreke van betaling, gerechtigd om het pand, gevestigd op de aan dit besluit onderworpen effecten die, hetzij toegelaten zijn tot de officiële notering op een effectenbeurs of die verhandeld worden op een gereguleerde, regelmatig werkende, erkende en open markt, hetzij bestaan uit titels

créances transférables, liquides et d'une valeur susceptible d'être déterminée avec précision à tout moment ou au moins deux fois par mois, en Belgique ou à l'étranger, en les réalisant dans les plus brefs délais possibles compte tenu du volume des transactions, après mise en demeure envoyée par écrit au débiteur ou au tiers constituant du gage. Le produit de la réalisation de ces valeurs mobilières est imputé sur la créance en principal, intérêts et frais, du créancier gagiste. Le solde éventuel revient au débiteur gagiste. »

Art. 14. L'article 7bis du même arrêté royal est abrogé.

Art. 15. L'article 10 du même arrêté royal est remplacé par la disposition suivante :

« Article 10. Sous réserve des exceptions prévues au présent article ainsi qu'à l'article 11, les propriétaires de valeurs mobilières fongibles ne sont admis à faire valoir leurs droits réels, de nature incorporelle, qu'à l'égard de l'affilié auprès duquel ces valeurs mobilières sont inscrites en compte.

En cas de faillite du teneur de comptes agréé ou de toute autre situation de concours, la revendication du nombre des valeurs mobilières fongibles dont l'affilié est redevable, s'exerce collectivement sur l'universalité des valeurs mobilières fongibles de la même catégorie, inscrites au nom de l'affilié auprès d'autres affiliés ou auprès de l'organisme interprofessionnel. L'application du présent arrêté n'est en rien affectée par le dépôt de ces valeurs mobilières, par versement en compte ou autrement, par l'affilié ou l'organisme interprofessionnel auprès d'autres dépositaires en Belgique ou à l'étranger.

Si, dans le cas visé à l'alinéa précédent, cette universalité est insuffisante pour assurer la restitution intégrale des valeurs mobilières dues inscrites en compte, elle sera répartie entre les propriétaires en proportion de leurs droits.

Si l'affilié est lui-même propriétaire d'un nombre de valeurs mobilières inscrites en compte de la même catégorie, il ne lui est attribué, lors de l'application de l'alinéa précédent, que le nombre des titres qui subsiste après que le nombre total des titres de la même catégorie détenus par lui pour compte de tiers aura pu être restitué.

Lorsqu'un intermédiaire a fait inscrire pour le compte d'autrui des valeurs mobilières fongibles à son nom ou à celui d'une tierce personne, le propriétaire pour le compte duquel cette inscription a été prise peut exercer son action en revendication auprès de l'affilié ou de l'organisme interprofessionnel sur l'avoit inscrit au nom de cet intermédiaire ou de cette tierce personne. Cette revendication s'exerce suivant les règles définies aux alinéas précédents. »

Art. 16. Il est inséré dans le même arrêté royal un article 10bis, libellé comme suit :

« Article 10bis. Le paiement des dividendes, des intérêts et des capitaux échus des valeurs mobilières fongibles à l'organisme interprofessionnel est libératoire pour l'émetteur.

L'organisme interprofessionnel rétrocede ces dividendes, intérêts et capitaux aux affiliés en fonction des montants de valeurs mobilières inscrites à leur nom à l'échéance. Ces paiements sont libératoires pour l'organisme interprofessionnel. »

Art. 17. L'article 11 du même arrêté royal est remplacé par la disposition suivante :

« Article 11. En vue de la participation à leurs assemblées générales, les sociétés ne peuvent exiger l'énoncé des numéros des valeurs mobilières versées à l'organisme interprofessionnel ou à un affilié, le relevé numérique étant dans ce cas valablement remplacé par une attestation de l'affilié ou de l'organisme interprofessionnel, délivrée au déposant constatant l'indisponibilité, jusqu'à la date de l'assemblée générale, des actions inscrites au nom du propriétaire ou de son intermédiaire. Tous les autres droits associatifs du propriétaire de valeurs mobilières s'exercent moyennant la production d'une attestation établie par l'affilié ou l'organisme interprofessionnel certifiant le nombre de valeurs mobilières inscrites au nom du propriétaire ou de son intermédiaire à la date requise pour l'exercice de ces droits. »

Art. 18. Dans le même arrêté royal, modifié par les lois des 10 avril 1973, 4 décembre 1990 et 6 août 1993, il est ajouté un article 14, rédigé comme suit :

« Article 14. Sans préjudice des règles fixées par le Roi en application des articles 70 à 74 de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, tant l'organisme interprofes-

van overdraagbare en liquide schuldvorderingen waarvan de waarde op ieder ogenblik of ten minste tweemaal per maand nauwkeurig kan worden bepaald, in België of in het buitenland, tegelde te maken binnen de, rekening houdend met het volume van de transacties, kortst mogelijke termijnen, na de schuldenaar of de derde pandgever schriftelijk in gebreke te hebben gesteld. De opbrengst van de tegeldemaking van deze effecten wordt verrekend met de schuldvordering in hoofdsom, interesten en kosten, van de pandhoudende schuldeiser. Het eventuele saldo komt de pandgevende schuldenaar toe. »

Art. 14. Artikel 7bis van hetzelfde koninklijk besluit wordt opgeheven.

Art. 15. Artikel 10 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 10. Onder voorbehoud van de door dit artikel en artikel 11 bepaalde uitzonderingen kunnen de eigenaars van vervangbare effecten hun onlichamelijke zakelijke rechten alleen laten gelden jegens het aangesloten lid bij wie deze effecten op rekening werden geboekt.

In geval van faillissement van de erkende rekeninghouder of in alle andere gevallen van samenloop, geschiedt de terugvordering van het aantal vervangbare effecten dat door een aangesloten lid verschuldigd is, op collectieve wijze op de algemeenheid van de vervangbare effecten van dezelfde categorie, die op naam van het aangesloten lid zijn ingeschreven bij andere aangesloten leden of bij het interprofessioneel organisme. De toepassing van dit artikel wordt niet verhinderd door de neerlegging van deze effecten, door middel van overschrijving op een rekening of anderszins, door het aangesloten lid of het interprofessioneel organisme bij andere depositarissen in België of in het buitenland.

Indien in het geval bedoeld in het vorig lid deze algemeenheid onvoldoende is om de volledige terugbetaling te verzekeren van de op rekening geboekte verschuldigde effecten, wordt zij verdeeld onder de eigenaars in verhouding tot hun rechten.

Indien het aangesloten lid zelf eigenaar is van een aantal aan op rekening geboekte effecten van dezelfde categorie, wordt hem, bij de toepassing van het vorige lid, slechts het aantal effecten toegekend dat overblijft nadat het volledige aantal van de door hem voor rekening van derden gehouden effecten van dezelfde categorie, is terugbetaald.

Wanneer een tussenpersoon voor andermans rekening vervangbare effecten heeft laten inschrijven op zijn naam of op naam van een derde persoon, mag de eigenaar voor rekening waarvan deze inschrijving is genomen, van het aangesloten lid of het interprofessioneel organisme de teruggave vorderen van het tegoed dat op naam van deze tussenpersoon of deze derde persoon is ingeschreven. Deze terugvordering wordt uitgeoefend volgens de in de vorige leden omschreven regels. »

Art. 16. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 10bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 10bis. De betaling van vervallen dividenden, interesten en kapitalen van vervangbare effecten aan het interprofessioneel organisme, is bevrijdend voor de uitgever.

Het interprofessioneel organisme stort deze dividenden, interesten en kapitalen door aan de aangesloten leden overeenkomstig de bedragen aan effecten die op de vervaldag geboekt staan op hun naam. Deze betalingen zijn bevrijdend voor het interprofessioneel organisme. »

Art. 17. Artikel 11 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 11. De vennootschappen kunnen, met het oog op de deelname aan hun algemene vergaderingen, de vermelding van de nummers der effecten, welke gestort zijn bij het interprofessioneel organisme of bij een aangesloten lid, niet eisen. In dat geval wordt de numerieke lijst geldig vervangen door een attest, door het aangesloten lid of het interprofessioneel organisme afgegeven aan de deponent, dat de onbeschikbaarheid, tot aan de datum van de algemene vergadering, van de aandelen ingeschreven op naam van de eigenaar of zijn tussenpersoon, vaststelt. Alle andere associatieve rechten van de eigenaar van de effecten worden uitgeoefend na de voorlegging van een attest opgesteld door het aangesloten lid of het interprofessioneel organisme, dat het aantal ingeschreven effecten bevestigt dat op naam van de eigenaar of zijn tussenpersoon is ingeschreven op de datum vereist voor de uitoefening van deze rechten. »

Art. 18. In hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de wetten van 10 april 1973, 4 december 1990 en 6 augustus 1993, wordt een artikel 14 toegevoegd, luidende :

« Artikel 14. Onverminderd de regels vastgesteld door de Koning met toepassing van de artikelen 70 tot 74 van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, is het zowel het

sionnel qu'un affilié ayant obtenu l'accord du déposant conformément à l'article 13 sont autorisés à détenir dans le régime de comptes courants organisé par le présent arrêté tout autre instrument financier visé par l'article 1er de la loi du 4 décembre 1990. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 7 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

interprofessioneel organisme als het aangesloten lid dat het akkoord van de deponent heeft verkregen overeenkomstig artikel 13, toegestaan elk ander financieel instrument bedoeld in artikel 1 van de wet van 4 december 1990, bij te houden onder het regime van rekening-courant georganiseerd bij dit besluit. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 7 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
M. WATHELET

F. 95 — 1312

18 AVRIL 1995. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 2 février 1995 portant fixation du taux des intérêts à bonifier en 1995 aux consignations, dépôts volontaires et cautionnements confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations

Le Ministre des Finances,

Vu l'article 10 de la loi du 23 décembre 1994 contenant le budget des Voies et Moyens pour l'année budgétaire 1995;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1995 portant fixation du taux des intérêts à bonifier en 1995 aux consignations, dépôts volontaires et cautionnements confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations,

Arrête :

Article 1^{er}. Les sommes qui sont ou restent consignées du fait de la minorité, de l'interdiction ou de l'aliénation mentale des ayants droit ou en raison de l'existence d'un usufruit et les cautionnements fournis en numéraire par les conservateurs des hypothèques pour garantir leurs obligations vis-à-vis des tiers (loi du 21 Ventôse, an VII, modifiée par la loi du 24 décembre 1906) bénéficient d'un taux d'intérêt fixé à 6,10 p.c.

Art. 2. Les sommes qui sont ou restent consignées en application de l'article 479 du Code de commerce bénéficient d'un taux d'intérêt fixé à 5,70 p.c.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1er avril 1995, à l'exception de l'article 2 qui entre en vigueur le 1er mai 1995.

Bruxelles, le 18 avril 1995.

Ph. MAYSTADT

N. 95 — 1312

18 APRIL 1995. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 2 februari 1995 tot vaststelling van de rentevoet van de in 1995 uit te keren intresten voor de bij de Deposito- en Consignatiekas in bewaring gegeven consignaties, vrijwillige deposito's en borgtochten

De Minister van Financiën,

Gelet op artikel 10 van de wet van 23 december 1994 houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1995;

Gelet op het ministerieel besluit van 2 februari 1995 tot vaststelling van de rentevoet van de in 1995 uit te keren intresten voor de bij de Deposito- en Consignatiekas in bewaring gegeven consignaties, vrijwillige deposito's en borgtochten,

Besluit :

Artikel 1. De sommen die geconsigneerd zijn of geconsigneerd blijven omwille van de minderjarigheid, de onbekwaamverklaring of de krankzinnigheid van de rechthebbenden, of wegens het bestaan van een vruchtgebruik en de borgtochten die door de hypotheekbewaarders in specie worden verstrekt tot zekerheid van hun verbintenissen tegenover derden (wet van 21 Ventôse, jaar VII, gewijzigd bij de wet van 24 december 1906) bekomen een rentevoet vastgesteld op 6,10 pct.

Art. 2. De sommen die geconsigneerd worden of het blijven in toepassing van artikel 479 van het Wetboek van koophandel genieten een rentevoet van 5,70 pct.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 1995, met uitzondering van artikel 2, dat in werking treedt op 1 mei 1995.

Brussel, 18 april 1995.

Ph. MAYSTADT

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 95 — 1313

3 MARS 1995. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurance

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurance, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 12 août 1994, notamment l'article 96;

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 95 — 1313

3 MAART 1995. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, de laatste maal gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 augustus 1994, inzonderheid op artikel 96;